

L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
30 mars 1976
No 459

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Alsace

Giscard veut remettre la France au travail

Mini-bains de foule, inaugurations, décorations, discours et promesses... Au-delà de sa dimension régionale Giscard a tenu à donner à son voyage en Alsace une portée nationale. L'image de marque du gouvernement est quand même sortie quelque peu malmenée des dernières élections cantonales. Les services publicitaires présidentiels ont dû conseiller la contre-attaque. La tournée des popotes en Alsace a donc servi de prétexte à des discours plus « musclés » que celui servi à la télévision la semaine dernière.

Au passage les Alsaciens, particulièrement touchés par le chômage, auront eu la révélation que « l'Alsace est une région française en développement, qui se situe dans la moyenne de nos régions, en général dans le groupe de tête ».

Au passage du cortège présidentiel allant inaugurer le tunnel de Sainte-Marie-aux-Mines, un travailleur alsacien, le poing levé, remettait les choses au clair en criant : « Le bout du tunnel on ne le voit pas encore, nous les ouvriers ! »

(Suite page 3)

Espagne

Violente manifestation à Séville

Une dizaine de milliers de personnes réclamant l'amnistie et les libertés démocratiques ont manifesté dimanche à Séville, brandissant des pancartes revendicatives et des drapeaux vert et bleu, couleurs de l'Andalousie.

La police a dispersé à coups de matraque et de balles de caoutchouc les groupes les plus importants. Une vingtaine de manifestants ont été blessés, dont plusieurs grièvement et une trentaine d'autres arrêtés.

Pendant ce temps un jeune basque, militant de l'ETA, était condamné à 19 ans de prison après un procès expéditif. Le franquisme n'est décidément pas mort en Espagne. Mais la lutte des masses populaires l'ébranle de plus en plus profondément.

SNCF— Gare de Paris Est

Colère et volonté de lutte des cheminots

La lutte n'est pas terminée et rebondira inévitablement. Les dirigeants locaux qui ont défendu la position des deux fédérations du torpillage de la grève ont perdu irrémédiablement une grande partie de leur audience de masse.

A la gare de Paris-Est, comme dans tous les centres et services, la grève était partie à la base, à la veille des négociations définitives entre direction et fédérations. Ils voulaient imposer les revendications exigées par les cheminots eux-mêmes.

Malgré la signature des cinq syndicats croupions, les revendications n'étaient en rien satisfaites et les cheminots se sont trompés lorsqu'ils ont vu dans l'ordre de grève de 48 heures des fédérations CGT et CFDT, une riposte du tac au tac, consistant à renforcer l'action générale en cours de développement. Or il n'en a rien été. La colère, aussi bien chez les plus jeunes cheminots, les syndiqués, mais aussi chez des cheminots plus âgés, à la veille de la retraite et chez les non-syndiqués. Par leur ordre de grève, les deux fédérations n'ont vu que l'occasion de chapeauter le mouvement pour faire la démonstration de leur représentativité. La preuve de leur efficacité consiste à se servir de ce mot d'ordre pour imposer la reprise du travail, tous ensemble et en même temps, malgré la non-satisfaction des revendications.

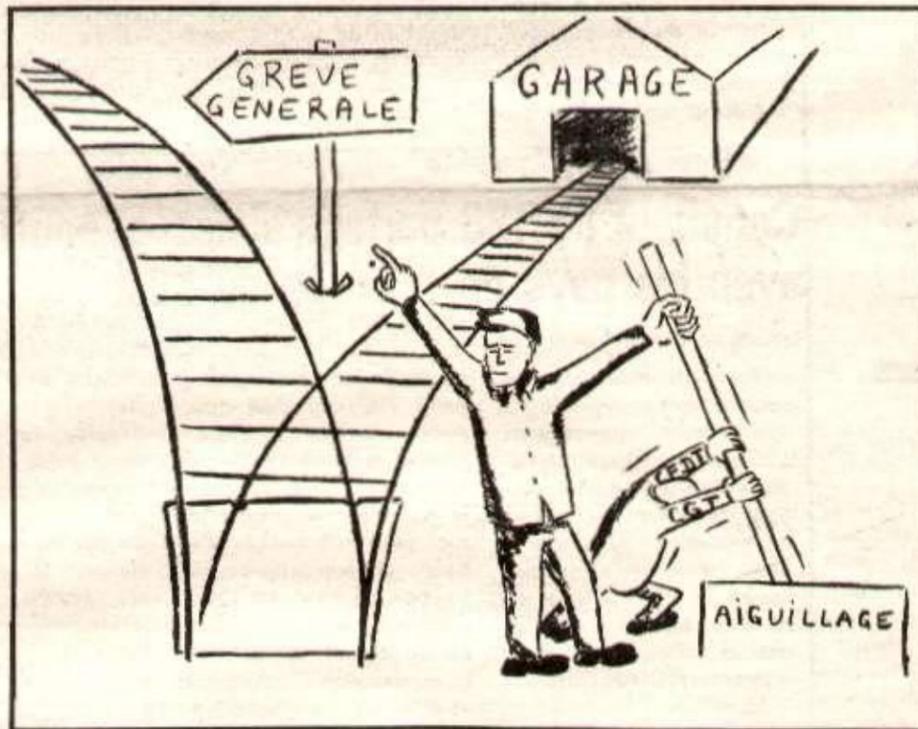
L'origine de la grève, partout à la base, sa vigueur et ses formes (partout des assemblées générales avec libre droit à la parole) ont montré que les cheminots en avaient marre des grèves répétitives de 24 heures isolées au sein de la corporation par catégorie, géographiquement et par rapport aux autres luttes de la classe ouvrière. Ils ont montré aussi qu'ils voulaient eux-mêmes être maîtres de leurs luttes, par les AG souveraines et en exprimant et définissant eux-mêmes leurs revendications.

Contrairement à ce que certains pensent les cheminots n'ont pas la mémoire courte et tout s'explique. Depuis 1968 les fédérations CGT et CFDT en tête, bradeurs de mai-juin 1968, ont

signé l'accord-cadre sur les conséquences humaines de la modernisation de la SNCF. Ainsi les effectifs qui étaient déjà passés de 521 000 en 1945 à 340 000

ont signé l'accord cadre en 1968, mais c'est aussi parce que cette compression, cette rentabilisation capitaliste de la SNCF correspond aux objectifs monopolistes d'État contenus dans le Programme commun, panacée qu'offre aujourd'hui la CGT aux cheminots comme issue à leur lutte trahie.

(Suite p. 4)



en 1968 sont descendus à 280 000 fin 1975. Les fédérations, les cinq croupions et les deux masquées CGT et CFDT ont 60 000 suppressions d'emplois à la SNCF sur la conscience.

En 1976, la direction a déjà commencé la suppression de 2 800 agents qu'elle a annoncée, rien qu'au service exploitation.

C'est pourquoi les cheminots de la base rendent inséparable la revendication du relèvement minimal du salaire mensuel à 2 000 F de la revendication de l'amélioration des conditions de travail par une augmentation conséquente des effectifs.

Le pouvoir met au contraire à profit les réalités de la crise économique pour faire et accélérer de nouvelles compressions du personnel.

Les deux fédérations CGT et CFDT escamotent ce problème. Mais ce n'est pas seulement parce qu'elles

LIBAN

La guerre civile fait rage

Les contacts politiques se sont poursuivis samedi à Beyrouth et dans la montagne libanaise, dans l'attente d'une nouvelle initiative syrienne. Le président syrien Al Assad a reçu successivement durant le week-end les principaux dirigeants politiques libanais et le chef de l'OLP, Yasser Arafat, pour trouver une issue à la guerre civile qui ravage le pays et cause d'énormes

souffrances au peuple libanais. Il a particulièrement insisté auprès du chef de file du « bloc des gauches », Kamel Joublatt, sur la nécessité d'aboutir à un cessez-le-feu, mais jusqu'ici sans succès.

Les forces pro-soviétiques qui militent au sein du bloc des gauches poussent en effet à la continuation des hostilités de façon à entamer les négociations politiques en position de force sur le terrain. Joublatt l'a d'ailleurs reconnu lui-même en déclarant : « Nous parviendrons à cette solution (politique) lorsque nous aurons remporté sous une forme ou sous une autre, une victoire militaire décisive ».

Le secrétaire général des Nations unies, Kurt Waldheim, a adressé durant le week-end un nouvel appel au rétablissement de la paix au Liban, pour un cessez-le-feu immédiat et effectif, affirmant que « le monde ne saurait, en bonne conscience, contempler en silence la mort et les destructions faire rage au Liban ». Mais bien des forces, en premier lieu celles des deux superpuissances URSS et USA s'opposent à ce qu'un tel appel soit entendu.

Comment l'URSS «partage joie et souffrances» avec les pays d'Europe de l'Est

Au récent 25e Congrès du parti révisionniste soviétique, Brejnev a affirmé bien haut que, dans leurs relations, l'URSS et les pays est-européens « partagent joies et souffrances ». Mais comme l'a indiqué Lénine, « on juge un homme non sur ce qu'il dit ou pense de lui-même, mais sur ses actes ». Dans leurs relations avec les pays d'Europe de l'Est, les dirigeants du Kremlin construisent leur « joie » sur le pillage, l'oppression et l'exploitation des peuples de ces pays. Quant aux souffrances qu'ils leur infligent, il n'est nullement question pour eux de les partager.

Au début de cette année, l'URSS a de nouveau augmenté le prix des carburants et des matières premières qu'elle vend aux

pays d'Europe de l'Est. Le journal hongrois « Nepszabadsag » fait état d'une augmentation de 8 % du prix du pétrole soviétique vendu à la Hongrie cette année. La Pologne, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la RDA et la Bulgarie s'apprentent à importer plus de 60 millions de tonnes de pétrole soviétique en 1976, ce qui correspondra à un bénéfice de près de 200 millions de roubles pour l'Union soviétique. Le prix actuel du pétrole russe vendu à ce pays est de 140 % supérieur à celui de 1974, ce qui représente un milliard de roubles de profits supplémentaires pour l'URSS. On comprend que cela procure une grande joie à ceux qui en profitent, Brejnev et compagnie.

(Suite p. 2)

Incertitudes

autour de Concorde

L'avenir du supersonique franco-britannique «Concorde» a été, durant le week-end, l'objet de déclarations contradictoires et de controverses en Grande-Bretagne et aux USA. Vendredi soir, la radio commerciale britannique faisait état de la décision du gouvernement anglais d'arrêter la production du «Concorde» tant que de nouvelles commandes n'auront pas eu lieu.

Samedi matin, la BBC déclarait qu'il y avait plus de 99 pour cent de chances pour que lundi le gouvernement britannique annonce sa décision au ministre français des transports. En décidant d'arrêter la production, le gouvernement britannique céderait ainsi aux pressions de certains secteurs de l'impérialisme US décidés à éliminer la concurrence du supersonique franco-anglais. Après que ces rumeurs aient circulé, le ministre de l'Industrie britannique a publié un démenti qualifiant ces informations de «fausses». Mais comme on dit, il n'y a pas de fumée sans feu.

Aux USA, l'attitude vis-à-vis du supersonique fait l'objet de contradictions au sein de la bourgeoisie américaine. C'est ainsi que les autorités du bureau de développement économique de la vallée de Mohawki ont fait savoir que si «Concorde» était interdit sur l'aéroport Kennedy de New-York, il serait le bienvenu sur un autre terrain d'aviation de l'Etat de New-York.

D'autre part l'Etat de New-York a attaqué, vendredi, la décision du secrétaire américain aux transports d'autoriser temporairement le «Concorde» aux Etats-Unis.

Accord sur les bases américaines en Turquie

Les Etats-Unis et la Turquie ont conclu vendredi un accord sur les bases américaines en Turquie. Cette région est l'objet d'une intense rivalité entre les deux superpuissances. Après la mise en veilleuse des 26 bases américaines en juillet dernier, l'URSS avait essayé d'obtenir de la Turquie des avantages pour le passage de ses navires dans le détroit des Dardanelles. Après la crise de Chypre d'août 1974, les positions de l'impérialisme américain avaient reculé en Turquie, menaçant le flanc oriental de l'OTAN. L'URSS avait essayé de profiter de ce recul. Le nouvel accord va permettre aux Etats-Unis de maintenir leur présence et de consolider le dispositif de l'OTAN ébranlé. Ils vont notamment pouvoir récupérer les installations leur permettant de suivre les mouvements militaires de l'URSS.

Les bases américaines passeront partiellement sous contrôle turc. Soldats américains et turcs seront en nombre égal dans chaque installation mais les informations recueillies par les détecteurs électroniques seront vues en priorité par des officiers turcs.

Les bases américaines ne seront rouvertes qu'après la ratification de l'accord par le congrès américain, ce qui implique la levée totale de l'embargo sur les armements à destination de la Turquie qui avait été imposé en février 1975.

L'impérialisme US espère remettre en place le dispositif de l'OTAN en Méditerranée orientale en signant dans les prochains mois un accord sur la présence américaine en Grèce. On peut être sûr que de son côté l'URSS ne va pas rester inactive et va chercher à reprendre l'initiative.

A la veille de la grève générale en Cisjordanie

L'INQUIETUDE DES SIONISTES

Le 30 mars une grève générale des travailleurs arabes de Cisjordanie doit avoir lieu pour protester contre les nouvelles expropriations de terres en Galilée annoncées par les autorités sionistes.

L'ampleur des manifestations populaires qui se déroulent en Cisjordanie occu-

la fermeture des établissements ce jour-là aurait de sérieuses conséquences tan-

qui suivront l'ordre de grève soient éventuellement licenciés sans indemnité. L'Association des industriels israéliens a décidé une réunion d'urgence pour examiner la situation ; une grève de la main-d'œuvre arabe paralyserait en effet plusieurs secteurs de production. Enfin deux personnalités de Cisjordanie, dont l'ancien directeur de l'Hôpital de Hebron ont été expulsés samedi au Liban. Ils étaient soupçonnés d'avoir participé aux récentes manifestations de Cisjordanie.

Toutes ces mesures ne servent qu'à une seule chose : étaler au grand jour la panique qui saisit les autorités sionistes devant la détermination des masses palestiniennes à défendre et récupérer leur patrie.



pée déroutée et inquiète le gouvernement israélien. A l'approche de la grève, il multiplie les menaces. Aucun congé ne sera accordé ce jour-là dans la fonction publique ou para-publique. Le ministre de l'Education a averti les directeurs des écoles du secteur arabe que

dis que le ministre de l'Intérieur menaçait les municipalités de sanctions sévères en cas d'arrêt des services.

La centrale syndicale Histadrout — avec laquelle la direction de la CGT entretient les rapports les plus cordiaux — a donné son accord pour que les ouvriers

Comment l'URSS partage «joies et souffrances» avec les pays de l'Europe de l'Est

(Suite de la page une)

Par contre les pays qui en sont victimes commencent à s'en plaindre ouvertement. Le journal bulgare «Relations internationales» a souligné récemment que l'Union soviétique, en ce moment, «fait supporter directement» les effets néfastes de la crise économique occidentale aux autres pays membres du COMECON.

Brejnev a largement préconisé dans son rapport «le développement conjoint des ressources naturelles» et la «construction mixte de grands complexes industriels» qui procurent un avantage considérable à tous les pays intéressés. Mais pour pouvoir acquérir des matières premières et des carburants, les pays d'Europe orientale sont obligés d'investir de l'argent, de la main-d'œuvre, des machines et des équipements payés en devises étrangères, dans la construction de base de l'URSS.

L'installation du gazoduc allant de Orenburg à la frontière occidentale soviétique a nécessité la présence de 20 000 techniciens et ouvriers venus de cinq pays d'Europe de l'Est. La revue d'Allemagne de l'Est, «Die Einheit», précise que «pour construire un kilomètre de gazoduc, il faut investir 5 à 6 millions de marks». Pour

construire un pipe-line long de 2 750 km, c'est donc environ 16 500 millions de marks que devront engloutir les 5 pays d'Europe orientale «associés» au projet. Ils sont pour cela obligés d'abandonner leur propre construction de base. La Tchécoslovaquie n'a pas accompli les objectifs prévus pour le dernier plan quinquennal et a été obligée d'abandonner 24 grands projets de construction en 1975. La Pologne n'a entamé aucun nouveau projet au cours du premier semestre de l'an dernier. L'URSS ne se déclare pas satisfaite pour autant et, selon la presse hongroise, insiste pour que les pays de l'Est «participent» à l'exploitation de champs de pétrole de Sibérie.

En Hongrie, on vient d'apprendre que la structure de production de trois des principales entreprises, l'usine d'automobiles Csepel, l'usine de construction de navires et de grues et celle de véhicules Ganz, devait être profondément modifiée «conformément au plan de coopération hungaro-soviétique».

Mais la «joie» fondée sur les souffrances des masses travailleuses des pays de l'Est ne durera pas éternellement. Depuis plusieurs années, les pays est-européens ont dé-

clenché lutte sur lutte contre l'exploitation et l'oppression du social-impérialisme russe. La «joie» de Brejnev se transformera un jour en son contraire et il en sera de même des souffrances des peuples d'Europe de l'Est.

LA CONVENTION DE LOMÉ ENTRE EN VIGUEUR

Le 1er avril prochain, la convention de Lomé conclue entre les neuf pays du marché commun et quarante-six Etats d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes (ACP) entre en vigueur.

— Commerce : la CEE exempte de droits de douane et de restrictions quantitatives la quasi-totalité des produits qu'elle importe des ACP et leur verse une aide de «stabilisation» destinée à protéger les recettes des pays exportateurs de matières premières en cas de variations des marchés.

— Aide financière et technique.

— Le fond européen de développement accordera d'ici 1980, 3,4 milliards de dollars, en majorité sous forme de dons, pour financer des investissements dans les ACP.

— Un conseil ministériel est chargé de veiller à la bonne exécution de la Convention.



ALGERIE : SORTIE D'UNE PREMIERE PROMOTION D'INFIRMIERS ACUPUNCTEURS A MEDEA

Dans son édition du 25 mars le quotidien algérien «El Moudjahid» a rendu compte de la cérémonie de distribution de diplômes marquant la sortie de 8 infirmiers acupuncteurs de l'école paramédicale de Médéa.

Les représentants des autorités algériennes et le chef de la mission médicale chinoise ont félicité à la fois les nouveaux acupuncteurs algériens et les médecins formateurs chinois exerçant à l'hôpital de Médéa.

Les nouveaux acupuncteurs algériens ont reçu des affectations dans différents secteurs sanitaires ayant un service spécialisé en cette vieille médecine chinoise expérimentée depuis cinq mille années et qui ne cesse de nos jours d'enregistrer de grands succès.

GRANDE-BRETAGNE DEVELOPPEMENT DES LUTTES OUVRIERES

3 000 délégués syndicaux venus des quatre coins de Grande-Bretagne se sont réunis samedi à Westminster pour protester contre le chômage qui sévit dans le pays. Leur réunion se situait dans le prolongement des grèves de la semaine passée qui, en Ecosse, ont été suivies par 50 000 ouvriers des usines, chantiers de construction navale et mines, 10 000 ouvriers des chantiers de la Clyde, et 30 000 ouvriers et employés des transports publics écossais.

Au cours de la rencontre, un député travailliste a dû reconnaître publiquement que «le gouvernement n'est plus en mesure d'assurer le plein emploi, même en période de boom».

CANADA : LA MOITIE DES MEMBRES DE L'AMBASSADE SOVIETIQUE SONT DES AGENTS DU KGB

«Au moins une moitié des diplomates de l'ambassade soviétique à Ottawa sont des agents du KGB, et certains d'entre eux ont été découverts pour avoir participé à des opérations illégales et clandestines», c'est ce qu'a affirmé dernièrement un député canadien devant la chambre des Communes.

Il a révélé que l'attaché assistant de l'air de l'ambassade avait été expulsé du Liban en 1969 pour avoir tenté de voler un avion «Mirage». Un deuxième secrétaire a été de son côté expulsé de Grande-Bretagne.

APRES LA VISITE EN FRANCE DU MINISTRE EGYPTIEN DE LA DEFENSE

La visite officielle d'une semaine en France du ministre de la défense égyptien s'est soldée par des résultats positifs. Le général Gamassi s'est félicité d'avoir obtenu satisfaction sur deux points.

La France va livrer à l'Égypte des armements et participera à l'implantation en Égypte d'une industrie militaire.

Ces décisions permettront à l'Égypte de briser le monopole que voulait lui imposer l'URSS. Elles lui permettront de consolider son indépendance. Les superpuissances et notamment l'URSS cherchent à placer les pays comme l'Égypte sous leur contrôle en les rendant dépendants pour les fournitures d'armements. Les accords conclus avec la France permettent de faire échec à ces prétentions.

nouvelles intérieures

Le conseil d'Etat a approuvé différentes mesures visant à renforcer la répression

Des lois scélérates

Inquiet de la perspective d'un mouvement révolutionnaire de masse, le gouvernement a, ces jours derniers, fait adopter en vitesse toute une série de projets de loi destinés à renforcer la répression contre les travailleurs. Tout cela se fait bien sûr au nom de la «sécurité des Français», de la «lutte contre la criminalité». Prétexte destiné à cacher les vraies raisons de ces mesures. Le conseil d'Etat, à la demande du ministre de l'Intérieur, a approuvé plusieurs projets de lois antipopulaires.

Le premier vise à légaliser et généraliser les «opérations coups de poing». Il permet à la police de procéder comme elle l'entend à des interpellations et vérifications d'identité. Jusqu'à maintenant, d'un point de vue légal, la police ne pouvait pas interpellier n'importe qui, n'importe quand. On sait que dans la pratique il en allait autrement, tant il est vrai que la bourgeoisie n'hésite pas à violer sa propre légalité. Avec ce projet de loi elle adapte sa propre légalité. Mais il est clair également qu'elle l'utilisera pour généraliser les interpellations de toute personne qu'elle voudra interroger, sans chercher à donner le moindre prétexte. Ce projet de loi prévoit également que ces interpellations pourront être effectuées par n'importe quel flic. Jusqu'à maintenant, légalement, seuls les officiers de police judiciaire pouvaient y procéder.

Un deuxième projet de loi prévoit que la police pourra procéder à la fouille des véhicules. Jusqu'à maintenant, seule la douane était habilitée à l'effectuer. Le refus de ces perquisitions se soldera par une peine d'une semaine de prison et de 160 à 600 F d'amende.

Un troisième projet prévoit un emprisonnement de 2 à 5 ans de prison pour toute personne qui transportera des armes. La bourgeoisie a peur de voir se renouveler Montredon, de voir le peuple résister aux armes de la police. Cette mesure est caractéristique d'un système qui repose sur l'oppression du peuple et qui a peur de lui. En Chine et en Albanie, les travailleurs organisés en milices populaires possèdent des armes. Il est vrai que c'est là une des caractéristiques de la dictature du prolétariat.

On voit également avec quelle facilité la bourgeoisie

parle d'armes lorsqu'elle veut réprimer les travailleurs. Bien des objets peuvent selon ses besoins être qualifiés d'armes.

Un autre projet de loi établit le délit d'intention. Un emprisonnement de 5 à 10 ans punira «quiconque aura participé à une association formée ou à une entente établie dans le but de préparer ou de commettre un ou plusieurs crimes». On imagine aisément tout ce que peut permettre une telle loi. Aux yeux de la bourgeoisie est un crime ce qui porte atteinte à ses intérêts. Et l'on voit avec quelle facilité des provocations pourront être montées pour prononcer de lourdes peines de prison. N'importe quel provocateur pourra affirmer que telle association s'était formée dans le but de commettre un «crime». D'ailleurs le projet de loi prévoit que celui qui aura «révélé l'entente» sera impuni. La ficelle est grosse.

Alsace

Giscard veut remettre la France au travail

(Suite de la page une)

Mais, délaissant l'Alsace, les discours présidentiels se sont vite placés sur un plan plus général. Giscard s'est

notamment demandé «pourquoi, de temps en temps, la France qui est un pays très doué, très actif, très capa-

ble, ne connaît pas un développement économique meilleur ? La réponse, on peut la lui donner tout de suite : parce que le gang des «exploiteurs dont il est le porte-parole officiel s'enrichit de la sueur et du sang de notre peuple. Il devait d'ailleurs montrer lui-même le bout de l'oreille en s'exclamant avec impatience : «... La France ne peut vivre en campagnes électorales permanentes !... Il faut laisser travailler les Français !»

La classe ouvrière et les travailleurs de France lui répliquent en ce moment, à lui et à ceux «de gauche» qui prétendent que «seule leur solution peut sortir le pays de la crise» : c'est par milliers qu'ils cessent le travail et se mettent en grève pour refuser de faire les frais de la crise capitaliste.

Hausse de prix en cascade

Le bulletin officiel des services de prix a publié des arrêtés autorisant la hausse des prix de nombreux produits.

Parmi ces hausses, on relève notamment :
Engrais azotés : plus 3,5 à 4 %
Engrais composés : plus 0,5 à 2,5 %
Laits de conserve : plus 3,8 à 4,9 %
Emballages en matières plastiques : plus 2 à 6 %
Coutellerie et cisellerie : plus 6 %
Béton prêt à l'emploi : plus 3,5 %
Sables et graviers : plus 4 %
Jambon : plus 1 %

Par ailleurs, un arrêté libère les prix à la production des produits industriels suivants : aluminium, verre plat, goudrons, construc-

tions métalliques, cuirs et peaux, chaussures, meubles et sièges de bureaux.

Comme on le voit, le gouvernement organise la hausse des prix, cherchant ainsi à accroître les profits des capitalistes.

Dans le même temps, à Nantes, le président du CNPF, Ceyrac, déclarait que «la politique salariale doit être raisonnable et ne pas mettre en cause notre compétitivité commerciale.»

Hausse des prix d'un côté, blocage des salaires de l'autre, telle est la politique de la bourgeoisie. Les travailleurs ne vont pas manquer de s'y opposer avec une force grandissante. Avec la lutte contre les licenciements et le chômage, celle pour les salaires est de plus en plus nécessaire.

Luttes étudiantes

Aix—Marseille

LES ETUDIANTS HOSPITALIERS PREPARENT LA GREVE

A partir du 1er avril les étudiants hospitaliers seront en grève. A la suite de l'inculpation de deux externes les étudiants hospitaliers se sont mobilisés en premier lieu pour exiger l'annulation des inculpations. Rapidement le mouvement prenait de l'ampleur et d'autres revendications venaient le jour. Aujourd'hui nous exigeons une véritable formation hospitalo-universitaire qui en 7 ans a largement le temps de faire de nous de véritables médecins et non pas de simples rabatteurs pour les spécialistes et grands patrons des hopitaux. Cela veut dire :

1) Remise en cause de la formation universitaire actuelle en particulier des deux premières années consacrées à des matières inutiles (maths, physique, chimie) pour de futurs médecins et ne servant qu'à sélectionner.

2) Refus de la mise en place d'un 3e cycle allongé pour les futurs généralistes, 7 ans d'études ça suffit !

3) Pour une véritable formation à l'hôpital avec une réelle acquisition clinique et thérapeutique ; aujourd'hui la plupart des grands patrons, qui pourtant sont aussi payés pour enseigner, ne se préoccupent pas des étudiants, c'est le «chacun pour soi», les formations individuelles sur le tas.

4) Remise en cause de la formation d'une élite médicale, ceux qui réussissent l'internat, au détriment de la grande majorité des futurs généralistes non formés.

Nous exigeons une réelle formation égale pour tous. D'autre part, nous demandons aussi un salaire correct, c'est-à-dire le paiement de toutes les gardes et les salaires indexés sur le SMIC. A l'heure actuelle notre salaire est de 400 F par mois pour 100 h de travail plus les gardes non payées. Cela a pour résultat que la majorité des étudiants effectuent un travail à mi-temps, le plus souvent infirmiers, cela permet au pouvoir de palier ainsi la pénurie de personnel.

C'est à une grande majorité que la grève totale a été votée à partir du 1er avril.

Des comités se sont mis en place dans chaque hôpi-

tal pour organiser cette grève, ceci permet la structuration du mouvement. L'organisation d'une grève active sur notre lieu de travail permet enfin une réelle démocratie à la base, mettant ainsi fin à toutes les magouilles des fascistes du GUD qui entendaient réduire notre mouvement à de simples revendications salariales. C'est là une chose importante, notre mouvement n'est pas corporatiste il va directement dans le sens des intérêts des malades et de la population, c'est là aussi notre force. Il est bien évident que nos revendications ont un caractère national, pour cela notre mouvement doit être nation-

nal. Il est donc très important que les autres centres universitaires hospitaliers de France entrent aussi en lutte. Nous leur lançons un appel à se joindre à notre mouvement et à le coordonner (pour toute prise de contact écrire aux internes et externes du service des urgences de l'hôpital d'Aix-en-Provence).

Forts du soutien du personnel hospitalier, des malades et de la population, conscients de la justesse de notre lutte pour une médecine de qualité, pour la santé de la population, nous vaincrons.

Des étudiants en médecine d'Aix-en-Provence.

Pas de vacances à Nanterre

LE COMBAT CONTINUE !

Ils enragent les gros bonnets de l'université, les Soisson, les Saunier, Haby et consorts, eux qui croyaient que les vacances scolaires parviendraient à briser la lutte des étudiants. Au contraire, les vacances scolaires sont mises à profit par de nombreux étudiants pour se retrouver à Nanterre même et approfondir le contenu politique de leur lutte. Déjà une initiative intéressante dément les espoirs de la bourgeoisie, des défaitistes et des démobilisateurs de tout poil.

Jeudi, la presse et les gérants de l'université et de la culture (Soisson et Cie) étaient rassemblés pour un événement d'importance : le vernissage d'une exposition de peinture !

Affiches à l'appui, une délégation d'étudiants de Nanterre est venue interrompre ce beau monde. A la vue des affiches dénonçant la réforme Haby-Soisson, dénonçant le système capitaliste, Soisson s'est dépêché de sortir, encadré par ses gorilles ! A l'aise entre gens du monde, Soisson est indisposé à la vue des étudiants en lutte. Ça l'empêche d'apprécier le grand art, ce monsieur !

Cette intervention, malgré des insuffisances, a suscité un grand enthousiasme

parmi les étudiants qui ont prouvé leur capacité à entreprendre des actions dynamiques pour faire triompher leurs revendications.

A noter cette semaine l'absence des 2 UNEF et la quasi-absence des trotskystes de «Rouge». Ce n'est pas une bavure mais bien une pratique systématique : dénoncés largement ces derniers jours, ils attendent sagement le premier signe d'essoufflement de la combativité pour réapparaître. Là, on les verra essayer de récupérer le mouvement à leur propre profit.

A Nanterre, ils vont avoir du fil à retordre. Les étudiants ont montré leur détermination à se débarrasser des faux-amis pour parvenir à la victoire.

Suite au rassemblement national étudiant (à Nanterre le 18 mars), le comité de grève s'est chargé de centraliser, puis de rediffuser l'ensemble des cahiers de revendications élaborés pour les différentes facs en lutte.

C'est important que l'ensemble de ces cahiers ou textes, propositions... soit centralisé. Ce sont des comités bidon qui ne représentent que l'UNEF qui ont seuls, jusqu'à présent, fait remonter des textes à Nanterre. Ce qu'il importe, c'est de recueillir les cahiers élaborés partout par l'ensemble des étudiants.

Adresse :
Université Paris-X-Nanterre
Fac de Lettres
G.A.N.G. — D. 406
200, av. de la République
92000 Nanterre.

MEETING DE SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN

Le collectif national pour la Palestine appelle, dans un communiqué, «tous ceux qui, en France, soutiennent la cause palestinienne», à assister au meeting qui se tiendra le mardi 30 mars, à 20 heures, à la Mutualité (métro Maubert-Mutualité, Paris 5ème).

Le collectif précise qu'il a organisé ce meeting avec l'appui de l'Association médicale franco-palestinienne, de l'Union générale des étudiants palestiniens, et avec la participation du représentant de l'OLP en France.



SNCF Gare de Paris - Est

Contre le pouvoir bourgeois, les syndicats jaunes, les fédérations capitulaires CGT et CFTD

Développons la lutte !

Suite de la page une.

Comme dans toutes les autres gares, à la gare de l'Est, on met en place l'affichage électronique des départs, ce qui entraîne la suppression de tous les «facteurs-plaqueurs».

On accélère également la suppression des guérites de renseignements à l'entrée et à la sortie, au profit de quelques brigades de choc spécialisées dans les «opérations coup de poing» contre le client, dans les trains et les gares de banlieue. C'est le nouveau service-client.

On a supprimé une grande partie des receveurs, remplacés par les distributeurs de billets automatiques qui se trompent ou oublient de rendre la monnaie.

Les équipes de manœuvre sont comprimées au chantier marchandises de la Vilette (poste G et poste E).

Sur le plan national, la SNCF va étendre le dispositif du métro qui consiste à fermer automatiquement les portes et à donner le départ, directement de la cabine de conduite, ce qui a pour conséquence de supprimer les agents de train.

Le nouveau règlement 57 C simplifie les opérations d'essais de frein des trains, aux dépens de la sécurité, ce qui se traduira par la suppression du 2e agent sédentaire qui dirigeait ces opérations.

Par ailleurs, l'espacement systématique des opérations d'entretien du matériel moteur et du matériel remorqué, le passage systématique de travaux à l'industrie privée plus compétitive (travailleurs immigrés moins bien payés que les cheminots) diminuent le volume de travail dans les ateliers (visites, etc.)

La SNCF a avoué qu'elle vise par l'application de son

plan intégral de modernisation à faire tourner l'entreprise avec seulement 150 000 cheminots. Progressivement, chaque jour elle se rapproche de ce nombre. Les fédérations ne dénoncent pas cette situation mais les cheminots la vivent tous les jours à la base. La gravité des accidents et leur nombre augmente par rapport aux nombres de cheminots qui restent, beaucoup de cheminots sont malades, fatigués, déprimés par l'exploitation quotidienne. Et en plus ils ont les plus bas salaires du secteur nationalisé, environ 26 %, à qualification égale par rapport à l'entreprise la moins défavorisée.

Les fédérations ne dénoncent pas cette situation mais

tes revendicatives des cheminots. L'ensemble des cheminots, comme maintenant ne sera pas consulté mais mis devant le fait accompli, et même le rôle d'aujourd'hui sera la première victime de demain, s'il ne sait pas organiser la lutte de masse dès aujourd'hui contre les renégats de la classe ouvrière, les renégats de la dictature du prolétariat.

Voilà ce que le Programme commun de la gauche réserve aux cheminots demain, programme que les bonzes présentent comme seule issue à la lutte en cours qu'ils sabotent.

À la gare de l'Est, depuis 1968, 600 emplois ont été supprimés, et 1 200 à la gare de Paris-Lyon. C'est ce

Les cheminots de la gare de l'Est ont compris qu'à l'avenir ils ne pourraient mener leur lutte à la victoire contre la direction qu'en menant en même temps une lutte résolue contre l'opposition des deux fédérations CGT et CFTD, contre leurs mots d'ordre récupérateurs et contre leurs bonzes locaux.

La grève peut rebondir car la colère éclairée a succédé à l'écoeurement muet que l'on rencontrait autrefois. Jamais de mémoire de vieux cheminot on a vu partout une telle volonté de lutte et une telle prise de conscience de la trahison, non pas prise de conscience de quelques-uns, mais par les masses. Les discussions ont jailli de par-



bavardent sur la revalorisation du métier de cheminot. Eux aussi font tout pour rentabiliser la SNCF pour quand ils seront au pouvoir.

Une grève ne les arrange pas. Ils devraient ultérieurement satisfaire les revendications qu'ils seraient obligés de défendre aujourd'hui. Car, à la prise du pouvoir par l'Union de la gauche, ils y croient.

Leur politique est conforme à leur plan, au Programme commun. P. 107 des Editions sociales on lit : «Les comités d'entreprise... les délégués du personnel... seront obligatoirement consultés avant toute mesure concernant... le licenciement... des travailleurs...» Donc ils sont bien pour les licenciements des travailleurs.

Et il suffira que les délégués de la maison Union de la gauche soient d'accord, CGT, PCF en tête, pour que les licenciements soient effectués, à la SNCF comme ailleurs. La politique de Giscard sera ainsi poursuivie à la SNCF, par d'autres, par ceux qui le servent aujourd'hui et qui sabotent les lut-

qui explique que la SNCF avec ses bas salaires, n'arrive pas à embaucher du monde, c'est pourquoi elle vient de majorer de 1,5 % l'indemnité de résidence à Paris. C'est la mandigoterie pour ne pas porter le salaire de base à 2 000 F.

Les cheminots de la gare de l'Est en assemblée générale du 26 mars à 16 heures, se sont révoltés contre la décision des deux fédérations d'imposer la reprise du travail, contre la volonté des cheminots, et sans que les revendications soient satisfaites, sans que de nouvelles négociations soient ouvertes.

Devant la désertion des responsables syndicaux, devant leur abandon de poste devant les travailleurs en grève, il a été proposé et discuté d'élire un comité de grève avec ceux qui voulaient poursuivre la grève. Devant le découragement provoqué chez certains par la trahison, cela ne s'est pas avéré réalisable cette fois. Mais la leçon n'est pas perdue. L'idée est dans l'air pour les grèves à venir.

et les responsables syndicaux locaux n'ont dû leur salut que dans le silence le plus total ou la fuite bien avant la fin des discussions. Mais partout il est apparu que ce qui manquait à la classe ouvrière pour prendre réellement ces luttes en main, c'est l'existence d'un parti communiste marxiste-léniniste réellement implanté et organisé. Mais des possibilités immenses existent.

Les cheminots les plus combattifs de tous les services poursuivent leur lutte contre la direction, contre les traites :

— pour l'augmentation uniforme des salaires de manière à porter le salaire de base à 2 000 F

— pour l'augmentation des effectifs et l'amélioration des conditions de travail

— pour la simplification de la grille hiérarchique, en la resserrant vers le haut et en supprimant les indices

— pour la garantie du déroulement de carrière de chaque cheminot jusqu'au niveau MI

Correspondant Paris-Est le 27 mars au soir.

la France des luttes

Cycles Peugeot (Montbéliard)

Malgré les provocations et les tentatives de division

LA LUTTE CONTINUE

Malgré les provocations des flics et les tentatives de démobilitation et de division des dirigeants CGT/PCF, les grévistes de chez Peugeot sont décidés, au bout de la troisième semaine de grève avec occupation, à poursuivre la lutte plus que jamais pour leurs justes revendications : 300 F pour tous, réduction d'horaires compensés à 100 %, amélioration des conditions de travail, pas un seul licenciement (la direction en prévoit 40).

C'était au bout de 19 jours de grève que l'inspecteur du travail, le porte-parole patronal, faisait part de l'ultimatum de Peugeot aux travailleurs des cycles.

Le jeudi 25, de gré ou de force, les portières des Cycles devront être ouvertes.

Les négociations ne pourront s'engager que sur la base d'augmentations en pourcentage de 2 à 4 %, et pas question de revenir sur les licenciements.

Les responsables de la CGT proposent aux patrons d'abandonner les 300 F égaux pour tous pour 150 F et appellent ça un «compromis acceptable». Le conseil syndical CFTD a refusé cette proposition malhonnête faite dans le dos des travailleurs. Les travailleurs syndiqués, non-syndiqués n'ont pas accepté cette braderie de leur lutte. Le lendemain devant une nouvelle provocation de la direction de

Peugeot et des flics, l'attitude des travailleurs a prouvé leur détermination à continuer la lutte. Les flics appelés par Peugeot sont venus enfoncer une portière. À l'exception d'une poignée de bureaucrates et de cheffillons le travail n'a pas repris. Le directeur lené a essayé de parler du haut d'une lucarne mais il s'est fait traiter de fasciste et a été copieusement sifflé ; du coup il s'est planqué !

Où étaient passées les 2 000 (!) personnes qui, soi-disant, avaient signé pour la reprise du travail, une pétition d'un prétendu «comité pour la liberté du travail» ?

Pendant tout le matin, les productifs ont continué à scander leurs justes revendications : 300 F pour tous, aucun licenciement, et non pas 150 F.

Notons qu'au moment où tout se jouait dans l'usine, un membre du PCF essaya de détourner l'attention en proposant d'aller manifester devant les «pouvoirs publics» à la sous-préfecture de Montbéliard et ainsi de laisser l'usine aux jaunes et aux flics ! Personne ne l'a suivi, y compris sa propre base.

Cette matinée a été une victoire pour les grévistes.

À bas la division voulue par les patrons et les dirigeants de la CGT !

Vive la lutte classe contre classe des travailleurs des Cycles !

La lutte continue.

Correspondant HR.

PENDANT LA GREVE A LA BASE, DES ACTIONS SIGNIFICATIVES DE LA DETERMINATION DES CHEMINOTS

Dijon :

Une cinquantaine de grévistes ont réussi à bloquer pendant 1/4 d'heure et 3/4 d'heures respectivement le «Cisalpin» et le «Mistral».

Nantes :

Plusieurs trains conduits par des chefs-mécaniciens ou des ingénieurs ont été retenus plus d'une heure par les cheminots unis à la base et dans l'action. Pour neutraliser le sabotage des jaunes, les cheminots avaient également décidé de mettre sur pied des groupes d'interventions «anti-jaunes».

APRES LA TRAHISON DES FEDERATIONS CGT-CFTD : REACTIONS DES CHEMINOTS DE PARIS LYON

Paris-Lyon :

À l'assemblée de 11 heures vendredi, 250 cheminots étaient présents : ils ont entendus entre autres Perrault, responsable du secteur CGT dire :

«Les syndicats CGT et CFTD conseillent de limiter l'action... Vous êtes les plus conscients mais vous êtes minoritaires, camarades... soyez responsables»

Vigoureuses protestations, plusieurs cheminots ont sifflé et conspué et ont pris la parole pour dire leur volonté de lutte et dénoncer la trahison des directions fédérales.



Les travailleurs de SCHOLTES poursuivent leur lutte malgré une provocation de la direction qui à l'aide d'un bulldozer a enlevé le piquet de grève, ce qui a permis aux jaunes d'entrer.

Les travailleurs de la SOTRACOMET ont vu cette semaine les travailleurs de la Simax (à Rupt/Moselle) et ont remis un nouveau chèque de 4 000 F, les travailleurs de la Simax ont par ailleurs annoncé leur intention de faire un tour de France aux usines Simax.



Classification — Métallurgie

UN COMBAT DE CLASSE

La lutte à mener contre la nouvelle grille de classifications prend toute son importance dans la situation de crise. Le patronat et la bourgeoisie au pouvoir, non contents de licencier à tour de bras, font le forcing pour appauvrir encore plus les masses travailleuses. Alors que l'inflation et les hausses des prix sont ininterrompues, le patronat veut porter un coup supplémentaire et à une grande échelle, en déqualifiant les masses ouvrières. C'est donc bien un combat de grande envergure qui est engagé entre la bourgeoisie et le prolétariat (et les employés).

Cette politique réactionnaire qui touche aujourd'hui la métallurgie touchera demain les autres secteurs. C'est donc bien une question vitale qui touche l'ensemble de la classe ouvrière, qui nécessite une riposte unie sur une juste position de classe.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine « Raymond Boutons » à Grenoble, nous ont envoyé le dernier No du bulletin de la cellule Joseph Staline du PCMLF qui est consacré à la question des classifications. Dans un 1er chapitre il rappelle que le rôle des classifications en régime capitaliste « correspond à la volonté du patronat de DIVISER les travailleurs, » qu'elles sont « profondément injustes ».

Encore deux crimes du capital à Rhône - Poulenc

Encore deux ouvriers morts par accident à Rhône-Poulenc, décidément le sort des travailleurs, leur vie, leur santé, ne soucient guère les Renaud Gillet et Cie, qui restructurent, licencient mais délaissent un peu trop la sécurité du travail.

Deux travailleurs de l'usine Rhône-Poulenc Pétrochimie de Chauny (Aisne) viennent payer de leur vie le manque de règles élémentaires dans la sécurité. Une cuve de stockage contenant 1 000 mètres cubes d'anhydride phtalique destiné à la fabrication du polyester a fait explosion. Les corps ont été projetés, l'un à une trentaine de mètres, l'autre écrasé sous la cuve. Mais ce qui soucie le plus le PDG de Rhône-Poulenc c'est la soit de profits au prix de la vie des travailleurs qu'il emploie. Les dégâts, et les retards dans la livraison du produit aux clients sont plus importants que la vie des travailleurs. Rhône-Poulenc est un assassin. Nous demandons à tous les travailleurs de Rhône-Poulenc d'être très stricts sur la sécurité et de refuser tous travaux dangereux. Rhône-Poulenc doit être condamné.

COMBATTRE LA HIÉRARCHIE CAPITALISTE

« La HIÉRARCHIE est un des moyens essentiels qu'utilisent les patrons et la bourgeoisie en général pour justifier et maintenir leur domination sur la classe ouvrière (...) Elle sert aussi de prétexte à une opération camouflée de blocage (de fait) des salaires (déclassement, sous estimation de la valeur du point) fort utile au patronat dans le contexte actuel de crise économique. »

Après avoir analysé la position des dirigeants CGT (dont nous avons déjà rendu compte) qui ne remet nullement en cause la grille patronale, la cellule Joseph Staline développe la position du PCMLF. Entre autres ceci : « Nous sommes des communistes et nous savons bien qu'il ne peut exister aucun système de classifications justes tant que le capitalisme existera. Seule la Révolution prolétarienne et le socialisme garanti par la Dictature du prolétariat, fondée sur l'union de

ouvriers et des paysans pauvres permettra l'application d'un système juste, simple, entièrement nouveau, de rémunération du travail basé sur le principe fondamental "à chacun selon son travail", système du type de ceux qui existent dans les pays véritablement socialistes comme la Chine et l'Albanie.

« Cependant, notre Parti... lutte dès maintenant, sous le capitalisme, contre les injustices les plus criantes et en vue d'éduquer la classe ouvrière sur la nécessité du socialisme.

« ... Nous ne sommes pas pour la dispartition immédiate de toute hiérarchie dans les salaires. Nous ne sommes pas des égaux à tout prix. Car nous savons bien que cela n'est pas possible et que, même sous le socialisme c'est là une lutte révolutionnaire de très longue haleine, qui ne se mène que progressivement, par étape, avec l'accord des larges masses populaires, lutte qui est loin par exemple d'être terminée en Chine et en Albanie.

« Mais nous sommes pour la lutte contre la hiérarchie capitaliste telle qu'elle existe

aujourd'hui (...) C'est pourquoi nous sommes contre les classifications artificielles, leur multiplication, la prolifération des postes d'encadrement improductifs, etc. (...) C'est pourquoi aussi, nous sommes contre la grille hiérarchique nationale de l'OS à l'ingénieur proposée par la CGT, car elle capitule complètement devant la hiérarchie capitaliste et n'encourage en rien au développement de luttes de masses préparant la voie vers le socialisme.

SUPPRESSION DES CATÉGORIES ARTIFICIELLES
« Nous sommes pour la suppression de toutes les catégories, échelons, coefficients artificiels tels qu'ils existent à l'heure actuelle dans la plupart des grandes entreprises... et la réduction générale du nombre des catégories (...) »

« Nous sommes pour un seul taux par catégorie (manœuvres, OS, P1, P2, P3 — NDLR)

« Enfin nous sommes pour la réduction du nombre extraordinaire des catégories d'encadrement (chefs, cadres...) et la limitation des avantages exorbitants dont ils disposent (salaires, etc.) par rapport à la classe ouvrière.

« Par ailleurs, nous luttons pour le respect du principe "à travail égal, salaire égal, qualification égale", et la suppression du travail au rendement. »

UNE OPÉRATION DE DIVERSION

Comme l'indiquent fort justement les marxistes-léninistes de R. Boutons, cette opération antiouvrière est également une opération de diversion pour nous détourner des autres revendications. C'est pourquoi il faut continuer à se battre en même temps pour des augmentations de salaire, etc... Ceci est d'autant plus important que les dirigeants révisionnistes de la CGT lancent une quinzaine dite « d'action » du 29 mars au 10 avril, sur cette question. Il est bien évident que ces renégats vont essayer de faire passer leur camelotte réactionnaire, c'est-à-dire leur grille à eux.

Il nous faut donc expliquer largement ce que représente la grille patronale et la grille révisionniste, avancer nos propositions, pour contrer les manœuvres réactionnaires de « droite » et de « gauche », et entraîner la masse des métallos dans la lutte classe contre classe, classe ouvrière contre bourgeoisie. Non aux accords séparés entreprise par entreprise.

NON A TOUT DECLASSEMENT ! NON A LA COTATION PAR POSTE ! AUGMENTATIONS UNIFORMES POUR TOUS ! PAS DE SALAIRE INFÉRIEUR A 2 000 F ! A TRAVAIL ÉGAL, QUALIFICATION ÉGALE, SALAIRE ÉGAL !

la France des luttes

Echos de luttes sur les classifications

Grèves à Bouzonville (Moselle)

Le 15 mars, les travailleurs de l'usine Guerlach à Bouzonville (Moselle), se mettent en grève pour des augmentations de salaires et contre la nouvelle grille de classifications. Cette usine fabrique des pièces de voitures pour Renault, Citroën et travaille également pour les mines.

Les travailleurs occupent leur usine jour et nuit. Le patron les a cités en référé, et il a été condamné aux dépens...

En effet peu de temps après le début de la grève de Guerlach, l'entreprise Secometal (400 salariés — fabrique de coques de bateaux) à Bouzonville se mettait en grève. Au bout de 1 jour et demi de grève les travailleurs ont obtenu : une augmentation des salaires de 3 %. Garantie de 2 % au-dessus de l'indice INSEE en fin d'année. Prime de vacances : les travailleurs avaient 500 F, ils en demandent 700, le patron lache 900 F. Prime de vendredi saint : 50 F. Maintien du salaire en cas de mutation (également maintien de la classification) important particulièrement pour les vieux travailleurs. Chaussures de sécurité et autres matériels gratuits.

En même temps l'entreprise Guirling, 800 salariés, fabrication de freins (direction anglaise) menaçait de se mettre en grève. Il faut

bien comprendre que les 3 usines font vivre la totalité de la ville ainsi que les alentours, qu'en conséquence les patrons ne peuvent pas se permettre la paralysie de la ville. Aussi à Guirling « la menace de grève » a été suffisante pour faire céder le patron sur certaines revendications : 6 % d'augmentation au 1/3 et 7 % pour les bas salaires, 4 % d'augmentation au 1/7, maintien des salaires et classifications en cas de mutation, classifications : maintien des anciennes qualifications, traduites sur la nouvelle grille, ce qui correspond à 40 points en plus, prime de vacances : 950 F au lieu de 600 F auparavant, prime d'ancienneté calculée sur le salaire réel.

Bien entendu la population de Bouzonville est solidaire des grévistes de la Guerlach.

Actuellement, le patron, on ne le voit plus. Mais les grévistes sont déterminés, unis, et ils ne reprendront le travail qu'à la victoire totale. Avec les usines qui ont fait ou sont toujours en grève entre Thionville et Metz à Sotracomet, Scholtes, Dumas, Davum, Claas, et maintenant les usines de Bouzonville les luttes s'annoncent dures dans la métallurgie en Moselle !

Correspondante HR.

A Saint-Brieuc : un bel exemple de solidarité

UNE VENTE SAUVAGE POUR AIDER LES FAMILLES DES PECHEURS ACCIDENTES OU DISPARUS

Les pêcheurs ont décidé de faire une journée de pêche de solidarité, pour aider les familles des marins accidentés ou disparus. Ils veulent donc, tous les ans, faire une ou deux journées de pêche, pour avoir une caisse de solidarité. Jusqu'à maintenant ce n'était pas encore très organisé, et ça se faisait quand il y avait un cas dramatique.

En ce moment, il y a quatre familles, quatre veuves à aider. Ils ont donc appelé les marins-pêcheurs de tous les ports de la baie de Saint-Brieuc, dont ceux du port du Légué, à faire une pêche de solidarité. C'est ainsi qu'en fin de semaine, tous les bateaux du Légué sont sortis pour donner le produit de leur pêche à la solidarité. Ils avaient décidé de vendre au cadran, comme ils le font pour les pêches ordinaires, pour que les mareyeurs fassent monter les prix : ce qui aurait augmenté d'autant la caisse de solidarité. A la vente au ca-

dran, il y a un prix minimum auquel les mareyeurs sont obligés d'acheter les coquilles Saint-Jacques : en contrepartie les pêcheurs ne doivent rien vendre sans passer par les mareyeurs.

Alors le jour de la vente de solidarité les pêcheurs sont montés au cadran pour voir comment cela se passait. Ce qu'ils devaient y voir allait les surprendre et provoquer leur colère. Les mareyeurs qui voyaient dans cette vente de solidarité une belle occasion de faire des bénéfices, avaient entrepris d'acheter les coquilles au plus bas prix possible. Bref, ils voulaient faire de la journée de solidarité une opération commerciale à leur profit ! Les pêcheurs ne se sont pas laissés faire. Et du coup, ne voulant plus rien vendre aux mareyeurs, ils ont tout remballé !

Puis, ils ont appelé la population de Saint-Brieuc à venir acheter directement les coquilles en ville, rue St-Guillaume. Il y en avait 5 tonnes et demi.



Les pêcheurs ont installé un panneau pour expliquer au profit de qui ils faisaient cette vente. Les Briochins devaient répondre en masse à leur appel puisqu'une demi-heure après le début de la vente, la moitié du camion était déjà partie. Ainsi, une fois de plus, grâce à l'initiative des marins-pêcheurs du Légué, un

bel exemple nous est donné de l'union et de la solidarité dont sont capables les travailleurs et la population laborieuse, un exemple un peu comme celui donné par les petits viticulteurs de l'Aude qui sont allés tailler les vignes d'Emile Pouyès, leur camarade assassiné à Montredon par les CRS.

Correspondant HR.



Nouveaux silences du PCF sur la lutte des foyers Sonacotra

Dans son dernier numéro, « Action », le journal du PCF distribué massivement dans les entreprises fait allusion à la lutte des foyers Sonacotra. Mais c'est uniquement pour glorifier « la victoire de Bassir le Malien », du foyer Siqueiros, à Saint-Denis. En décembre dernier, Bassir Diarra avait reçu de l'UD CGT le titre ronflant de « comité départemental des résidents des foyers Sonacotra », et il avait signé avec la direction nationale de la Sonacotra un accord qui ne satisfaisait aucune des revendications essentielles des grévistes. En fait de victoire, les locataires du foyer Siqueiros ont reçu gratuitement une serpillère pour nettoyer leurs chambres.

Pour essayer de briser la grève des autres foyers, la Sonacotra, le PCF et la CGT continuent de faire une large publicité à cet accord-bidon, qui a été refusé avec indignation par le comité de coordination des grévistes.

Mais de cela, et de la grève qui s'étend à une cinquantaine de foyers et environ vingt mille travailleurs, « Action » ne souffle pas un mot... « Action » se contente de reproduire une photo de Bassir Diarra trônant à la tribune de son 22ème congrès.

Un lecteur

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans le numéro 456 de l'HR à propos de la lutte contre la réforme Haby au CES Zola à Choisy-le-roi. Les mots d'ordre ont été mal reproduits et le terme possibilité laissait subsister une ambiguïté. En fait l'unité parents-enseignants se fait autour de :

Non à toute aggravation de la situation actuelle.

Non à toute suppression de poste d'enseignant 25 élèves par classe avec dédoublement.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 Ls
Source.

LA PAROLE AUX LECTEURS

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Avec la volonté de maintenir des relations étroites entre l'Humanité rouge et ses lecteurs, le comité de rédaction lançait en septembre dernier une enquête auprès d'eux.

Les nombreuses réponses reçues ont été très précieuses et ont déjà permis — le courrier des lecteurs en témoigne — de rectifier un certain nombre d'insuffisances.

Mais il reste encore beaucoup à faire, nous en sommes tous conscients, pour

faire de notre quotidien une bonne arme au service des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et des masses populaires de notre pays.

C'est pourquoi le comité de rédaction a décidé d'impulser une nouvelle enquête en appelant tous les lecteurs à faire connaître leurs critiques et suggestions pour une amélioration constante de « leur » journal.

Répondez largement à notre questionnaire, vous nous aiderez.

1) Avez-vous noté des améliorations ou des régressions dans le contenu et la forme du journal — lesquelles ?

2) Quels sont les reproches principaux que vous lui adressez ?

3) Lisez-vous régulièrement l'ensemble des articles ? ou seulement certains ? lesquels ?

4) Quelles sont les rubriques ou les sujets absents que vous aimeriez y trouver ?

Paysans en lutte



Suite au décret d'utilité publique concernant le barrage de Naussac (Lozère) paru au Journal officiel du 7 février, les paysans de Naussac et le comité de défense s'inspirant de l'exemple du Larzac sont passés à l'offensive.

Lozère NAUSSAC SE MOBILISE CONTRE LE DECRET

Tout d'abord, ils obligèrent le colonel Crespin (ancien ministre et président du Conseil général de la Lozère) à quitter la réunion qu'il avait organisée à Naussac pour dire aux gens qu'ils n'avaient plus qu'à se résigner. En effet, ne pouvant répondre aux questions des paysans, il dut quitter la salle, hué par les personnes présentes à sa réunion.

D'autre part, l'administration de Mende avait convoqué pour le 5 mars certains habitants de la vallée, pas véritablement hostiles au barrage, à propos de leur relogement. L'autre partie de la population de la vallée, hostile au barrage ne fut pas prévenue comme si elle ne devait pas être relogée. Mais la riposte fut immédiate, et le comité de défense contactait tous les agriculteurs de la vallée durant la nuit du 4 au 5 mars, et le vendredi dès 14 heures, toutes les routes menant à Naussac étaient bloquées par des tracteurs (une soixantaine).

A 14 h 30, le directeur de l'équipement de la Lozère, le secrétaire général de la préfecture, le représentant du gouvernement et le directeur de la SAFER devaient descendre de leurs voitures, les paysans étaient couchés à même le sol devant leurs tracteurs.

Les officiels disaient : « Nous voulons discuter relogement afin que si le barrage se fait on puisse proposer quelque chose à la population. »

Aussitôt les paysans répliquèrent :

— « Il n'y a personne à reloger, personne ne couche dehors. »

— « Il n'y a pas de "si", le barrage ne se fera pas. »

— « Que diriez-vous si l'on vous chassait de chez vous ? lance un paysan au directeur de l'équipement. »

— « Aujourd'hui nous sommes venus les mains vides, la prochaine fois on emmènera des pelles et des fusils. »

— « La prochaine fois nous prendrons le fusil comme à Narbonne. »

Devant cette détermination, les officiels durent rebrousser chemin. A Naussac la colère monte et si hier c'était à Montredon avec les viticulteurs, en août dernier à Aléria, demain ce sera à Naussac si des mesures ne sont pas prises pour apaiser les esprits car les paysans sont décidés à aller jusqu'au bout. En effet, il n'y a rien à négocier à Naussac, une seule décision est à prendre : annuler le décret d'utilité publique et abandonner définitivement le projet.

Un manifeste a été signé en novembre par 53 paysans disant leur refus catégorique du projet du barrage, et aujourd'hui les municipalités des environs démissionnent les unes après les autres en signe de protestation.

Forts du soutien de la population, les paysans de Naussac sont fermement décidés à aller jusqu'au bout.

Aussi apportez votre soutien aux paysans de Naussac en participant au grand rassemblement du mois de juillet et en contactant le comité de défense :

Comité de défense de la vallée de Naussac — 48600 Grandrieux

Correspondant HR Naussac.

informations générales

Hérault

Les gratteurs et les gribouilleurs du PCF

Depuis quelques jours, on peut lire sur les murs de Pézenas, une affiche qui appelle les militants de base du PCF encore attachés à la dictature du prolétariat à rallier les authentiques communistes de l'Humanité Rouge. Ces affiches semblent particulièrement agacer les secrétaires de cellule et autres dirigeants du parti ex-communiste.

Leurs états d'âme s'expriment sur les murs piscenois. Parfois une affiche déchirée, ailleurs, quand la colle tient fort, on gribouille dessus. Ainsi peut-on lire par exemple : maoïste : CIA.

Quel ridicule ! Pire, quelle dérision ! N'ont-ils que ça à répondre (s'ils y tiennent) les dirigeants locaux du PCF ? Ils sont accusés d'avoir rompu avec leur passé prestigieux et de préférer la dictature de la bourgeoisie à celle du prolétariat, et ces messieurs se contentent de dire que de telles accusations ne peuvent venir que de Washington. Curieuse réfutation, curieuse défense ! A croire que les arguments leur manquent ! N'ont-ils rien à répondre à leurs militants qui ont combattu des dizaines d'années pour l'instauration d'une société communiste et qui

aujourd'hui avouent publiquement ne plus comprendre l'escamotage de la dictature du prolétariat ?

Oui, il est préférable, pour les traîtres à la classe ouvrière de déchirer ces affiches qui les accusent d'avoir renié le passé de leur parti et d'avoir choisi, en toute conscience, le camp de la bourgeoisie. Si le PCF est bien aujourd'hui l'agent officiel des services secrets soviétiques (le KGB) il ne suffit pas pour se blanchir de qualifier les authentiques communistes d'agents de la CIA américaine.

Sans voix pour justifier leur trahison auprès des communistes de longue date, ils seront de plus, bientôt sans ongles à force de gratter les affiches et autocollants des authentiques communistes de l'Humanité Rouge !!!



APPEL AUX MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Camarades !

Votre parti vient de renier officiellement les principes révolutionnaires de MARX et LENINE !

Vous, ouvriers, paysans, intellectuels prolétariens qui restez fidèles à la Révolution d'Octobre 1917 et à l'idéal communiste, rejoignez les rangs des COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE !

Envoyez votre adhésion à l'Humanité Rouge
BP 61 — 75861 Paris cédex 18
Adhérez à la promotion « VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ! »

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme

— Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique :

Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, « l'Humanité rouge » peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante :

Nom : Prénom :

Adresse :

Signature :



culturel

Dans Révolution africaine

LE CINÉMA FRANÇAIS ET SES CONTRADICTIONS

Dans son numéro du 12 au 18 mars, l'hebdomadaire algérien «Révolution africaine» a consacré une intéressante étude d'Abdelhakim Meziani au cinéma anti-impérialiste. Nous nous sommes permis d'y relever plusieurs passages qui nous paraissent remplis de pertinence. Il y est indiqué tout d'abord : «... Le cinéma français, par exemple, n'a pas été capable et eu le courage de produire des œuvres ayant trait aux guerres coloniales, et notamment à la Révolution nationale algérienne.

C'est ce qui a fait dire à Guy Hennebelle : «De toutes les lâchetés du cinéma français, son silence face aux guerres coloniales est sans doute la plus choquante. Aucun film n'a dénoncé les massacres de Sétif, Guelma et Kherrata le 8 mai 1945. Aucun film n'a dénoncé la répression de Grand-Bassam en Côte-d'Ivoire en 1946. Aucun film n'a dénoncé la répression à Madagascar en 1948. A chaque fois pourtant, des dizaines de victimes...»

La nature de classe petite-bourgeoise et pseudo-progressiste de la «Nouvelle vague» française, ne pouvait offrir — il est vrai — d'autres alternatives. Cela est lié, d'autre part, aux thèses retardataires de la gauche traditionnelle française qui voyait d'un mauvais œil se dessiner les possibilités d'une concrétisation du fait national par une indépendance totale.

La formule séduisante et utopique d'un avenir de l'Algérie dans le cadre de



Photo extraite du film «Attention aux provocateurs» du groupe Cinélutte.

«l'Union française», cautionnée à l'époque par les mêmes milieux, allait contre le sens même de l'analyse scientifique de la progression des forces révolutionnaires, et qui consiste en cette précision importante : les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, les peuples veulent la révolution...»

Et plus loin, l'article apporte les précisions suivantes :

«... C'est au sujet de la Révolution nationale algérienne que le cinéma français, à travers sa «nouvelle vague», est resté silencieux, à part quelques très rares exceptions ayant pour auteurs René Vautier, Serge le Peron «Attention aux provocateurs»...»

Précisons ici que Serge Le Peron est l'un des réalisateurs du film actuellement

présenté pour soutenir le juste combat du peuple palestinien «L'Olivier». Quant à son film plus ancien «Attention aux provocateurs», il constitue une dénonciation cinématographique de l'attitude des révisionnistes du faux Parti communiste français vis-à-vis des patriotes algériens pendant la guerre d'Algérie.

L'article, après avoir traité du remarquable film de Joris Ivens «Le dix-septième parallèle» qui, selon lui, «montre très bien l'invincibilité de la guerre du peuple, en ce qu'elle découle d'une résistance farouche à toute forme d'exploitation et d'oppression», s'achève sur les lignes suivantes :

«Comme nous pouvons le constater, la Révolution du peuple vietnamien a eu aussi des conséquences positives dans les métropoles

impérialistes où les forces progressistes, conscientes du recul de l'impérialisme, contribuent depuis 1967 notamment, à aiguïser les contradictions bourgeoisie-prolétaire. De même, qu'elles interviennent sensiblement sur tous les fronts de la Révolution, pour favoriser l'élévation du degré de conscience des masses, afin de leur permettre de prendre leur destinée en mains, et de se doter des moyens adéquats en vue de déterminer leur émancipation sur tous les plans.

Et dans cet esprit, comme nous avons tenté de le démontrer tout au long de notre étude, le cinéma, en tant que composante du Front de la culture, a un rôle d'avant-garde à jouer.»

Voilà certes une dernière affirmation avec laquelle nous sommes bien d'accord.

Le fils de Brejnev à Paris

La tournée des grands ducs

Le fils du nouveau tsar Léonid Brejnev, le «grand duc» Youri Brejnev vient de faire une tournée à Paris. Il est descendu au palace Georges V, où il avait retenu un appartement. Il a commencé sa première nuit parisienne au Crazy Horse Saloon, une boîte de striptease des Champs-Élysées, qui propose aux amateurs argentés «douze super-

beautés dans leur extranudité».

Pour se remettre de ses fatigues, il a eu recours aux services d'une masseuse en vogue, qui «soigne» plusieurs vedettes de cinéma. Les chroniqueurs mondains indiquent qu'à titre de gratification, il a fait envoyer à cette personne d'importantes quantités de caviar soviétique. En toute simplicité prolétarienne...

Dans le journal du Dimanche

Barjavel rêve de la femme

Dans son numéro de dimanche 28, «Le journal du Dimanche» donne ses colonnes, comme chaque semaine, à un fiéffé réactionnaire, René Barjavel.

Celui-ci s'interroge, dans ce numéro, sur les causes de la baisse de natalité qui sévit dans les pays «occidentaux» (entendez «capitalistes») — sujet qu'il aborda avec Pierre Chauvin, vendredi matin à l'émission «Point chaud» de France-Inter.

Pour Barjavel, porte-parole typique de la bourgeoisie auprès du peuple (voyez un peu : il est contre l'avortement, contre la grève, parce que cela embête les gens, etc... mais nous y reviendrons), la baisse de la natalité n'est pas due aux mauvaises conditions de vie des travailleurs qui ne peuvent se permettre de nourrir et élever trop de bouches. Non, pour lui c'est à cause de la femme

et des vêtements qu'elle met !

En effet, Barjavel déplore — à travers ce qu'il appelle «la technique de notre temps» — le fait que les femmes du peuple travaillent et portent donc des vêtements qui soient pratiques. Pour Barjavel cela nuit au «corps de la femme» qui doit rester, à son avis «pour l'homme une Amérique avant Colomb : un rêve mais qu'on peut atteindre».

Barjavel, avec un tel point de vue, personnifie la politique de la bourgeoisie aujourd'hui — celle que propage «France-Soir» comme «l'Humanité» — en la matière : d'un côté, on se fait le champion de la lutte contre la dépravation des mœurs (la pornographie), pendant qu'on lui préfère un érotisme de «bon ton» et une conception de la femme qui permette de maintenir une domination réactionnaire, qui a fait ses preuves, sur l'ensemble du peuple.

Poème d'un lecteur

Comment naissent des visages de camarades

Hier des kilomètres de rêve
Séparaient nos visages de
sommambules.

Comme les poissons d'un
aquarium
Nous nous frôlions sans
nous voir.

Et puis la lutte nous a
rapproché.

D'assemblée en réunion,
La discussion collective
A dissipé le brouillard
Qui noyait nos visages.
Parler, agir ensemble
A fait naître un puissant

Qui féconde nos têtes.

Une bonne chaleur,
Comme si le pain sortait du
four,
A rayonné de nos visages.

Et nous nous sommes
dressés,

Unis et forts,
Conscients d'être des
camarades
Confiants dans notre lutte.

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans 4 salles :

St-Séverin — 12, rue St-Séverin 5e (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :

L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Quinteffe — 8, 10, rue de la Harpe 5e (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :

Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Gît-le-Cœur — 12, rue Gît-le-Cœur 6e (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :

Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghai — Répétition à l'Opéra de Pékin.

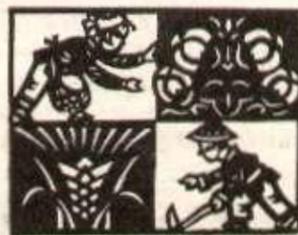
St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6e (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :

La pharmacie — Une femme, une famille.

23-31 mars 1976

Exposition-vente

de reproduction des œuvres des
Peintres-paysans chinois



tous les jours de 12 heures à 20 heures
Librairie LA FORCE DU LIVRE
33 Rue René Leynaud - 69001 Lyon
au pied de la Croix-Rousse, tout près des Terreaux

Occupation du théâtre du centre Daviel

Une trentaine de personnes — comédiens des tréteaux du Sud, compagnie Mollien et des amis — ont commencé à 20 heures, samedi l'occupation des locaux du théâtre du centre Daviel dans le 13ème arrondissement.

Les occupants entendent notamment protester contre la fermeture des locaux après 21 heures, ce qui les empêche de préparer leur spectacle. Les comédiens veulent en outre que la maison de la Culture du 13e revienne sur l'arrêté d'expulsion pris à leur encontre.

LE PORTUGAL A LA VEILLE DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Dans moins de quatre semaines, se dérouleront au Portugal à la date historique du 25 avril, les premières élections législatives depuis la chute de Caetano et après cinquante années de régime fasciste.

Ces élections ne sont pas tant un enjeu par elles-mêmes, qu'elles réactivent au sein de la bourgeoisie portugaise les luttes de factions pour le pouvoir, qui s'étaient déroulées plus en coulisse depuis le «golpe» (coup) manqué du 25 novembre dont le principal instigateur avait été le parti prosoviétique de Cunhal.

D'un autre côté, ces élections se dérouleront à un moment qui voit inexorablement grandir le mouvement revendicatif des ouvriers des villes et des campagnes, ainsi que celui de la paysannerie laborieuse.

Bref, une situation où de nouveaux «coups» sont possibles. Et sans négliger pour autant l'éventualité d'une tentative des vieux fascistes, il semble toutefois que c'est le faux parti communiste de Cunhal, qui devrait bénéficier actuellement des conditions pour se lancer dans de nouvelles aventures.

C'est tout cela que nous voudrions montrer dans cette enquête que nous avons pu réaliser sur place grâce à l'aide de marxistes-léninistes portugais.

Pour voir clair dans la situation actuelle, il est nécessaire d'apprécier ce que fut le 25 novembre, non en retraçant minute par minute le déroulement des événements, mais en faisant un constat des bouleversements qui le suivirent.

A propos des événements confus qui marquèrent les journées de fin novembre 75, plusieurs questions restent posées, et ce n'est pas un hasard, si l'absence de réponses permet chez certains les spéculations les plus diverses (ainsi par exemple, on sépare Gonçalves de la tactique générale du PCP en le présentant comme un «révolutionnaire indépendant» ; ainsi contre toute évidence on arrive à la conclusion que ce sont les forces fascistes (pro-américaines) qui auraient déclenché ce coup, etc.)

Éliminons tout de suite l'idée selon laquelle le coup aurait pu être le point de départ d'une «guerre civile révolutionnaire», car s'il est une chose bien établie c'est la neutralité des masses ouvrières et populaires face au 25 novembre.

LE 25 NOVEMBRE ET SES SUITES

Les événements ont pour cadre général la lutte pour le pouvoir entre plusieurs fractions de la bourgeoisie

portugaise, à un moment où l'une d'entre elles représentée par le Parti de Cunhal est plus isolée que jamais après la chute du Ve gouvernement dirigé par le révisionniste Vasco Gonçalves, si isolée que le PCP fut pendant les quelques semaines qui précédèrent le 25 novembre, le seul parti prosoviétique d'Europe occidentale à s'allier ouvertement avec les trotskystes pour constituer un



Le 25 novembre, les forces armées loyalistes font échec au putsch pro-soviétique (Photo Fotolib).

prétendu «Front uni révolutionnaire» dans le but de rétablir «Vasco».

Le 25 novembre dans la confusion générale qui règne à Lisbonne, on observe des responsables de l'Intersyndicale (cadres du PCP), fusils de guerre automatiques à la main participant, du côté des putschistes, à l'assaut des points clefs de l'appareil d'État situés dans la capitale. Ce jour-là, également, Cunhal a établi son quartier général à l'ambassade de Tchécoslovaquie et tout indique qu'il était en communication directe avec les trois membres du Comité central du Parti soviétique qui siégeaient en permanence à leur ambassade depuis plusieurs jours.

Or, à un moment de la journée du 25, pour les «golpistes» du PCP c'est la retraite, non dans la débandade, mais en bon ordre. Les armes de guerre retournent à leurs cachettes, et le PCP laisse sur le champ de bataille les militaires «révolutionnaires» et quelques éléments gauchistes qui avaient cru au «grand soir». Tout et tous accusent le PCP. La veille du coup, Melo Antunes, militaire à l'initiative du «groupe des neuf» au Conseil de la Révolution, dénonce dans une interview au «Nouvel Observateur» le «Parti communiste qui a dressé le plan d'ensemble et qui a le plus d'intérêt à ce qu'il réussisse». Mais il laisse une porte de sortie en rajoutant : «Je ne crois pas à un coup d'État (du PCP) dans l'immédiat». Le 25 novembre, Mario Soares

réfugié à Porto déclare : «L'action des insurgés correspond à un plan de la 5e division (organe de propagande et de liaison de l'État-major général des forces armées sous le contrôle du PCP), le vrai responsable étant le Parti communiste». Mais lui aussi, laisse une porte de sortie en rajoutant : «Le PC doit figurer au gouvernement sous réserve qu'il respecte la démocratie».

sortir victorieux de cette bataille, se trompent lourdement. Ils courent le risque d'être dépassés et d'être anéantis par des alliés de la droite fasciste.»

La ligne est clairement tracée et l'étendard de «l'antifascisme» hautement levé. Le voleur crie «au voleur !!!»... et il est écouté ! Mais par qui ?

Les premiers seront les sociaux-démocrates (le PS et le «groupe des neuf» dans l'armée). Eux n'ont aucun projet d'ensemble, si ce n'est la question du régime capitaliste actuel sur la base d'une victoire électorale. Ils ont encore moins de tactique générale définie et changent de position comme un bouchon sur l'eau, au gré des courants dominants. Cunhal le sait, et il s'en sert très habilement.

Cunhal, même avant le 25 novembre, n'a jamais attaqué de front le PS ; il attaque ceux qui font des concessions à ce qu'il prétend être le danger principal : le fascisme pro-américain. Le PCP bénéficie des apparences, d'autant que certains oublient vite deux choses : d'une part la politique antipopulaire des gouvernements précédents inspirés par lui, et d'autre part le soutien inconditionnel que ce parti apporte au régime de dictature fasciste et expansionniste de Brejnev.

Même des partis révisionnistes, comme le parti italien, que l'on pourrait croire en opposition avec la ligne de Cunhal, font pression sur la social-démocratie. On peut lire en effet dans l'éditorial de l'Unita (organe central du PCI) en date du 28 novembre cet avertissement travesti en conseil : «C'est une illusion de croire qu'on peut parcourir ce chemin (vers le socialisme pluraliste — NDLR) sans les communistes ou carrément contre eux» et dénonce «les attitudes dangereusement outrancières affirmées durant les récents événements par les socialistes portugais.»

Le résultat de cette tactique du PCP, on peut l'observer à la veille de ces prochaines élections législatives.

Certains le voient en recul, incapable de prendre le pouvoir par un coup. C'est une affirmation qui défie les faits.

Aujourd'hui en l'espace de quatre mois, le PCP loin d'avoir été affaibli, n'a cessé d'accumuler des forces, en neutralisant les principales forces de la social-démocratie, notamment le PS et le «groupe des neuf».

Utilisera-t-il ses forces pour les élections ou pour autre chose ? Peut-on envisager un coup fasciste actuellement ? Comment se développe le mouvement de masse ouvrier et populaire ? Comment apprécier la place du Portugal dans la situation en Europe, où les contradictions entre le social-impérialisme russe et l'impérialisme américain se font plus vives que jamais ? Comment enfin apprécier le rôle des communistes marxistes-léninistes portugais ?

C'est ce que nous essaierons de voir dans le prochain article.